



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## **PRÉFET DE L'EURE**

### **Arrêté n° D1/B1/16/280 mettant en demeure la société MANOIR INDUSTRIES située à Pîtres de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement**

**Le préfet de l'Eure  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU**

- le Code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.512-3 et L.514-5,
- le décret du 31 juillet 2014 du président de la République nommant Monsieur René BIDAL, préfet de l'Eure,
- le décret du 5 février 2015 du président de la République nommant Madame Anne LAPARRE-LACASSAGNE, secrétaire générale de la préfecture de l'Eure,
- l'arrêté préfectoral n°SCAED-15-02 du 9 mars 2015 donnant délégation de signature à Madame Anne LAPARRE-LACASSAGNE, secrétaire générale de la préfecture de l'Eure,
- l'arrêté préfectoral n°D1/B1/11/005 du 6 janvier 2011 et notamment les articles 3.2.2, 3.2.6, 4.3.2.1 autorisant la société MANOIR INDUSTRIES à exploiter une fonderie d'aciers spéciaux située au 12 rue des Ardennes sur la commune de Pîtres,
- le rapport de l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) du 19 février 2016 relatif à la visite d'inspection réalisée le 29 janvier 2016,
- le courrier de l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) du 24 février 2016 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection du 29 janvier 2016 et l'informant de la proposition de mise en demeure concernant les irrégularités constatées, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement,
- les observations de l'exploitant par courrier du 7 avril 2016,

Considérant que lors de la visite du 29 janvier 2016, les inspecteurs de l'environnement (spécialité installations classées) ont constaté que l'opacimètre installé sur la cheminée 1° ne permet pas à l'exploitant d'évaluer en permanence la teneur en poussières des effluents atmosphériques issus de cette cheminée et qu'aucun enregistrement de cette mesure n'a pu être communiqué à l'inspection le jour de la visite,

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral susvisé

Considérant l'avis du 28 avril 2015 de l'agence régionale de santé (ARS) relatif à l'étude des risques sanitaires transmise et les observations faites par ce service qui sont de nature à remettre en question les conclusions de l'étude réalisée (erreurs de calculs en particulier),

Considérant que dans son avis du 28 avril 2015 l'ARS consultée identifie des risques inacceptables aussi bien pour les enfants que pour les adultes en certains points de mesures situés sur les communes de Pîtres et le Manoir (paramètres zinc, arsenic ou formaldéhyde),

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 3.2.6 de l'arrêté préfectoral susvisé

Considérant la nécessité d'évaluer la toxicité du rejet aqueux de la société Manoir Industries dans la Seine,

Considérant que lors de la visite d'inspection du 29 janvier 2016, l'inspection a constaté que les dispositions de l'article 4.3.2.1, requises pour collecter et traiter les effluents aqueux issus des activités de ressuage et de poteyage du site, n'ont pas été mises en œuvre par l'exploitant dans les délais fixés,

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société Manoir Industries de respecter les prescriptions des articles 3.2.2, 3.2.6 et 4.3.2.1 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du même code,

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture,

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société Manoir Industries, dont le siège social est situé 37 rue de Liège à Paris (75008), exploitant une installation de fonderie 12 rue des Ardennes sur la commune de Pîtres est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 3.2.2, 3.2.6 et 4.3.2.1 de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2011.

Les dispositions suivantes devront être mises en œuvre :

- **l'opacimètre** (ou tout autre dispositif équivalent) mis en place et destiné à évaluer la teneur en poussières au sein de la cheminée 1' devra être opérationnel **dans un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté. Les mesures réalisées seront enregistrées en continu et interprétées par l'exploitant au regard des valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral du site (articles 3.2.4.2 et 3.2.5) : les résultats seront tenus à la disposition de l'inspection conformément aux dispositions de l'article 3.2.2. Le cas échéant, le dépassement des valeurs limites fera l'objet de mesures correctives appropriées et d'une information de l'inspection conformément aux dispositions de l'article 9.3.2. de l'arrêté susvisé.

- **une révision de l'étude des risques sanitaires** sera réalisée par l'exploitant et transmise à l'inspection des installations classées **avant le 30 avril 2016**. Cette étude devra ré-évaluer les risques calculés en tenant compte des mesures à l'émission réalisées en octobre 2015 (rapport Entine n°3736-006-001/rév.A/03/12/2015) et en incluant les observations faites par l'agence régionale de santé dans son avis du 28 avril 2015. Le cas échéant, si cette étude met en évidence un risque inacceptable pour la population riveraine, elle sera assortie des dispositions prévues par l'exploitant pour remédier à cette situation (travaux et échéancier associé).

- traitement des effluents :

- collecte des effluents de poteyage et traitement via un décanteur de 40 m<sup>3</sup> : **délai de neuf mois à compter de la notification du présent arrêté**,
- évaluation de la possibilité de substituer au produit de ressuage actuellement utilisé (ARDROX 9 VF2) un produit de moindre toxicité et argumentation quant aux bénéfices attendus ; la décision prise (poursuite de l'utilisation du ARDROX 9 VF2 ou substitution par un autre produit de ressuage) sera communiquée à Monsieur le préfet **avant le 31 décembre 2016** et accompagnée d'une étude technico-économique proposant les solutions de traitement retenues pour collecter des effluents de ressuage issus des ateliers de parachèvement tubes, ébardage et contrôle nucléaire. Les coûts associés y seront également évalués. L'ensemble devra permettre la mise en conformité des rejets aqueux au regard des valeurs de rejet fixées à l'article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral du site. Cette étude sera assortie d'un planning précis de réalisation des travaux prévus qui pourront être échelonnés sur les années 2017/2018.

Préalablement, des analyses dans l'eau de la Seine et dans les sédiments à proximité du rejet des effluents aqueux de la société Manoir Industries seront réalisées dans **un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**. Ces analyses auront lieu suivant les modalités décrites ci-dessous :

- Paramètres à analyser : Butyldiglicol (N°CAS 112-34-5) et Alkanolamide de l'acide gras (N°CAS 8051-30-7),
- Localisation des prélèvements en Seine (x3) et dans les sédiments (x3) : à proximité immédiate du rejet, au cœur du panache et en limite de panache ;

La localisation des prélèvements effectués pourra utilement être précisée via une planche photographique visualisant l'étendue du panache. Les prélèvements auront lieu en période d'activité représentative du site (notamment s'agissant de l'atelier de parachèvement des tubes) et par temps sec.

Les valeurs mesurées seront comparées aux PNEC (plus forte concentration de la substance sans risque pour l'environnement) telles que définies par la fiche de données de sécurité du produit (ARDROX 9 VF- mise à jour 14/11/2014) à savoir :

- pour le Butyldiglicol : 1mg/l en eau douce et pour le sédiment d'estuaire 4 mg/l ;
- pour l'Alkanolamide de l'acide gras : 0,007mg/l et pour le sédiment 0,0424 mg/kg.

Les résultats seront transmis à l'inspection **dès réception**, assortis des commentaires et analyse de l'exploitant quant à l'impact identifié sur le milieu.

Au regard des résultats d'analyses de toxicité ainsi pratiquées, l'inspection se réserve la possibilité de prioriser les travaux à réaliser.

## Article 2 :

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 de cet arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L.171-7 Code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

### Article 3 :

Conformément à l'article L.514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Rouen dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

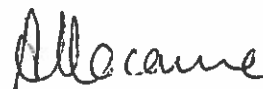
- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté,
- par un tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

### Article 4 :

La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet des Andelys et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la société MANOIR INDUSTRIES par la voie administrative, et dont copie sera adressée au maire de Pitres et à l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) (DREAL – UD de l'Eure).

Evreux, le **18 AVR. 2016**

Pour le préfet et par délégation  
La secrétaire générale de la préfecture



Anne LAPARRE-LACASSAGNE